



NEWSLETTER Octobre 2025

Droit des Assurances - Compliance assurance et transport



JURISPRUDENCE DROIT DES ASSURANCES

- **Plafond de garantie.** Il résulte de l'article R. 124-4 du code des assurances qu'en matière de garantie déclenchée par la réclamation, les sinistres donnant lieu à une réclamation formée durant le délai subséquent à la date de résiliation du contrat sont soumis à un plafond de garantie unique pour l'ensemble de la période subséquente, d'un montant au moins égal au plafond en vigueur durant l'année précédant la résiliation du contrat, sauf stipulations contractuelles plus favorables. **(Cass.Civ.2eme 18 septembre 2025 n°24-10.165)**
- **Aggravation du risque.** Les circonstances nouvelles qui doivent être déclarées en cours de contrat par l'assuré ne dépendent ni de l'origine du sinistre dont la garantie est demandée, ni du rôle qu'elles ont joué dans son ampleur. **(Cass.Civ.2eme 18 septembre 2025 n°23-21.201)**
- **Intérêt à agir de l'assureur.** L'assureur qui n'a versé aucune indemnité dans le cadre des assurances dommages-ouvrage et décennale, et contre qui aucune action au fond n'a été introduite, ne dispose pas de qualité à agir de sorte que son action fondée sur l'assurance dommages-ouvrages doit être déclarée irrecevable. **(CA de Douai 11 septembre 2025 RG 24/03607)**
- **Tiers lésé.** Vu l'article 1134 du code civil, dans sa rédaction antérieure à celle issue de l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016, il est jugé que, sauf disposition contractuelle contraire, dans un contrat d'assurance de responsabilité civile comportant plusieurs assurés, l'assuré victime d'un dommage causé par un autre assuré a la qualité de tiers lésé. **(Cass.Civ.3eme 4 septembre 2025 n°24-10.318)**
- **Vice caché.** Il se déduit des articles 1641, 1642 et 1645 du code civil que la garantie des vices cachés accompagne, en tant qu'accessoire, la chose vendue et que lorsque l'action en garantie des vices cachés est exercée à l'encontre du vendeur originaire à raison d'un vice antérieur à la première vente, la connaissance de ce vice s'apprécie à la date de cette vente dans la personne du premier acquéreur qui, s'il est professionnel, est présumé connaître le vice, cette présomption étant irréfragable. Encourt la cassation pour défaut de base légale, la cour d'appel qui, examinant l'action en garantie des vices cachés du sous-acquéreur contre le vendeur originaire, n'a pas recherché, comme il le lui incombait, si le premier acquéreur avait connaissance du vice affectant le bien en cause lors de son achat. **(Cass.Civ.1e 3 septembre 2025 n°24-11.383)**
- **Exclusion.** Il appartient à l'assureur, qui s'oppose au règlement du sinistre en vertu d'une exclusion, de prouver que celle-ci peut trouver à s'appliquer. En l'espèce les documents produits par l'assureur n'étant pas signés par les parties, la compagnie ne rapporte pas la preuve du caractère contractuel des limites et franchises dont elle se prévaut, même si l'attestation d'assurance, document non contractuel, mentionne l'existence de plafonds de garantie et franchises. **(CA de Paris 4 juillet 2025 RG 22/02171)**
- **Domage futur.** Pour obtenir réparation du dommage futur qu'il subit sur le fondement de la responsabilité civile décennale des constructeurs, le maître d'ouvrage doit, non seulement, interrompre le délai décennal, qui est un délai d'action, mais également démontrer que le dommage est survenu dans le délai décennal. Le risque de survenance du dommage ne suffit pas. **(Cass. Civ.3e 26 juin 2025 n° 23-18.306)**
- **Suspension du contrat d'assurance pour non paiement de primes.** L'article R. 211-13, 2°, du code des assurances, dans sa rédaction antérieure au décret du 21 décembre 2023, excluait la garantie de l'assureur en cas d'accident survenu pendant la suspension du contrat pour non-paiement des primes. Cette disposition est contraire aux articles 3, § 1 et 13 de la directive n° 2009/103/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 qui imposent aux États membres d'assurer la couverture obligatoire de tous les véhicules en circulation, afin de garantir une protection effective des victimes d'accidents. Malgré cette violation, tant la cour d'appel que la cour de Cassation ont jugé que l'assureur n'était pas tenu à garantie. **(Cass. Civ 2eme, 26 juin 2025 n°24-13.312 ; Cass.Civ.2eme 26 juin 2025 n°23-16.328)**



JURISPRUDENCE DROIT DES ASSURANCES

- **Action d'un associé contre un dirigeant.** La qualité d'associé nécessaire à l'exercice de l'action sociale *ut singuli* s'apprécie lors de la demande introductive d'instance, de sorte que la perte ultérieure de cette qualité est sans incidence sur la poursuite de l'action par celui qui l'a initiée. La qualité d'associé n'est pas nécessaire à l'exercice de l'action individuelle de l'associé qui conserve le droit de l'exercer même après avoir perdu son titre. **(Cass.com.18 juin 2025 n° 22-16.781)**
- **Faillite personnelle et insuffisance d'actifs.** Le tribunal qui rejette la demande du liquidateur tendant au prononcé de la faillite personnelle d'un dirigeant à défaut d'établir l'existence d'une insuffisance d'actifs ajoute à la loi une condition qu'elle ne prévoit pas. **(Cass.Com. 12 juin 2025 n°24-13.566)**
- **Intérêts légaux et sinistre.** Selon l'article 1231-6 du code civil la prestation due par l'assureur en vertu des engagements qu'il a conventionnellement consentis produit des intérêts au taux légal à compter du jour de la sommation de payer ou d'un autre acte équivalent. En cas de sinistres successifs chaque sinistre doit faire l'objet d'une mise en demeure. **(Cass. 28 mai 2025 n°24-15115)**
- **Faute de gestion du dirigeant.** Un dirigeant condamné au titre de sa responsabilité pour insuffisance d'actif avait formulé un pourvoi en cassation. Plusieurs fautes de gestion avaient été retenues par la cour d'appel et notamment un défaut de collaboration avec les organes de la procédure collective. La Cour de cassation a cassé cette décision, estimant que ce défaut de collaboration postérieur au jugement d'ouverture ne peut fonder une action en responsabilité pour insuffisance d'actif. Seules les fautes antérieures à l'ouverture de la procédure peuvent en effet être prises en compte. Ce grief avait aussi motivé une condamnation en interdiction de gérer **(Com. 26 mars 2025, n° 23-20.668, Veille permanente, 15 avr. 2025, obs. M. Dizel).**

COMPLIANCE

- **Réclamations.** Entrée en vigueur au 31 décembre 2025 de la révision de la Recommandation de l'ACPR de novembre 2024 sur le recueil d'informations clients et l'exercice du devoir de conseil. [Transparence](#). [Pédagogie](#). [Conseil tout au long de la durée du contrat](#).
- **LCB-FT. Publication des Lignes directrices conjointes TRACFIN DGCCRF.**
Les intermédiaires immobiliers sont tenus à une activité déclarative et sont exposés aux contrôles de la DGCCRF ainsi qu'aux sanctions de la CNS en cas de manquement à leurs obligations réglementaires (Art. L.561-40 du CMF). Ces sanctions peuvent être dirigées contre des dirigeants d'entreprise (au même titre que les sanctions de l'AMF) et assorties d'un sursis.
- **Transport de marchandises dangereuses :**
La dernière version du Règlement type pour le transport des marchandises dangereuses a été publiée sur le site de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (CEE-ONU)
- **Données à caractère personnel et clarification de la notion de “pseudonymisation”.** La pseudonymisation (article 3, point 6 du Règlement 2018/1725) ne constitue pas un élément de la définition des « données à caractère personnel », mais se réfère à la mise en place de mesures techniques et organisationnelles visant à réduire le risque d'une mise en corrélation d'un ensemble de données avec l'identité des personnes concernées. Il s'ensuit que des données pseudonymisées ne doivent pas être considérées comme constituant des données à caractère personnel aux fins de l'application du Règlement 2018/1725, dans la mesure où la pseudonymisation peut empêcher des personnes autres que le responsable du traitement d'identifier la personne concernée. (**CJUE C - 413/23**)
- **Démarchage.** Alerte de l'ACPR sur les risques de démarchage téléphonique par des intermédiaires d'assurance depuis des pays hors de l'UE. Depuis le 1er avril 2022, la réglementation impose aux distributeurs d'assurance ayant recours au démarchage téléphonique à des fins de souscription de contrats d'assurance de :

1

recueillir l'accord express du client pour poursuivre l'appel

2

adresser la documentation précontractuelle relative au contrat proposé

3

respecter un délai de réflexion de 24 h avant toute souscription

4

enregistrer et conserver l'intégralité des appels concernant les souscriptions pendant deux ans. (Le délai raisonnable de conservation des données selon la CNIL est de 6 mois à un an, sauf justification du délai pour une finalité légitime ex : contentieux, opposition, preuve de consentement).



REGLEMENTAIRE

Expertise amiable contradictoire avant tout procès. Décret n°2025-660 du 18 juillet 2025

Nouvelles dispositions Art. 131 du CPC : " Lorsque les parties envisagent, en application du 3° de l'article 128, de recourir à un technicien, avant tout procès ou une fois le juge saisi, elles le choisissent d'un commun accord et déterminent sa mission. Le technicien est rémunéré par les parties, selon les modalités convenues entre eux. Elles peuvent le révoquer de leur consentement unanime. A défaut d'unanimité, il est procédé selon les modalités prévues par l'article 131-3."

Avantages :

- Libre choix de l'expert selon ses spécialisations
- Négociation directe des honoraires avec l'expert
- Délais maîtrisés
- Audiencement prioritaire
- Intégration d'un tiers intéressé (assureur, sous-traitant..) aux opérations avec l'accord des parties et du technicien. (art. 131-6 CPC)
- Abrogation de l'article 240 CPC : le technicien peut à présent assumer la mission d'expertise et de médiation
- Même valeur probante qu'une expertise judiciaire. L'article 131-8 précise que le rapport d'expertise conventionnelle "a la même valeur qu'un avis rendu dans le cadre d'une mesure d'instruction judiciairement ordonnée".
- Domaines d'application étendus aux contrats internationaux en litige, aux contentieux commerciaux avec éléments étrangers et procédures pénales nécessitant une traduction de pièces.

07-2025 - IRAN :

L'UE reconduit les sanctions relatives aux drones et aux missiles, ainsi que celles sur les activités de prolifération nucléaire, et introduit de nouvelles sanctions en réaction à des violations des droits de l'homme :

- des **interdictions de pénétrer sur le territoire de l'UE** visant des personnes physiques
- un **gel des avoirs** visant des personnes physiques et des entités
- une interdiction de mettre des **fonds** ou des ressources économiques à la disposition des personnes et des entités inscrites sur les listes
- une **interdiction de vendre**, de fournir, de transférer ou d'exporter à destination de l'Iran des équipements susceptibles d'être utilisés à des fins de répression interne (biens à double usage)
- une **interdiction de fournir une assistance technique, des services de courtage ou un financement** à toute personne ou tout organisme en Iran ou aux fins d'une utilisation en Iran (s'ils sont susceptibles d'être utilisés dans le cadre de la répression interne)
- une interdiction de fournir des services de surveillance ou d'interception des **télécommunications ou d'internet**, quels qu'ils soient, à l'Iran.
- une interdiction des exportations d'**armes** vers l'Iran
- une interdiction d'importer d'Iran du **pétrole brut, du gaz naturel**, des produits pétroliers et pétrochimiques
- interdiction de vendre ou de fournir de l'**or**, d'autres métaux précieux et des diamants
- une interdiction visant certains **logiciels**

Les sanctions dans le **secteur de la finance** comprennent:

- un gel des avoirs de la banque centrale iranienne et des principales banques commerciales iraniennes
- l'instauration d'un mécanisme de notification et d'autorisation pour les transferts de fonds dépassant certains montants et destinés à des établissements financiers iraniens

Les sanctions dans le **secteur des transports** comprennent :

- une interdiction de l'accès aux aéroports de l'UE aux aéronefs de fret iraniens
- une interdiction de services techniques et d'entretien aux aéronefs ou navires de fret iraniens transportant des matières ou biens interdits
- une **interdiction des transactions avec les ports et des écluses** qui sont détenus, exploités ou contrôlés par des personnes et entités sanctionnées, ou qui sont utilisés pour le transfert de drones ou de missiles iraniens, ou de technologies connexes ou de leurs composants, à la Russie
- une interdiction visant certains **équipements navals**

Parmi les personnes et entités sanctionnées figurent des entreprises qui fabriquent, acquièrent et vendent des composants pour drones, des entreprises impliquées dans la fabrication de propulseurs servant au lancement de fusées et de missiles, la marine du Corps des gardiens de la révolution islamique, **la compagnie de transport maritime de la République islamique d'Iran (IRISL), des compagnies aériennes iraniennes** ainsi que le ministre et le vice-ministre iraniens de la défense.

Ce régime de sanctions a été prorogé jusqu'au 27 juillet 2026.

RUSSIE - 19eme Paquet de sanctions UE à venir pour :

- 45 nouvelles entreprises en Russie et dans des pays tiers apportant un soutien direct ou indirect au complexe militaro-industriel russe
- les transactions avec des banques en Russie et des banques de pays tiers, les plateformes de crypto-actifs et les transactions en cryptomonnaies sont également visées.
- 118 navires supplémentaires de la flotte fantôme russe. Au total, plus de 560 navires sont inscrits sur la liste des navires visés par les sanctions de l'UE. Quant aux grandes sociétés du secteur de l'énergie que sont Rosneft et Gazpromneft, elles écoperaient désormais d'une interdiction totale des transactions.

COMPLIANCE – JURISPRUDENCE

Commission des sanctions AMF et LCB-FT

- **Décision du 9 septembre 2025 – ETERNAM**

Condamnation de la société à une amende de 400 000€ pour des carences concernant les obligations essentielles des sociétés de gestion afférentes à la gestion des conflits d'intérêts, la LCB-FT, la commercialisation des fonds, l'information des investisseurs, la valorisation des actifs.

- **Décision du 15 septembre 2025 – ALTAROC PARTNERS / Ms.Tchenio, De Giovanni**

Condamnation de la société et de **deux dirigeants** de société de gestion à des sanctions pécuniaires de 1.3 Million € (500 000€ et 200 000€ pour les personnes physiques) pour manquements aux obligations réglementaires en matière de LCB-FT entre 2019 et 2023, au titre du 4° du II de l'article L. 532-9 du CMF et du paragraphe 1 de l'article 60 du règlement délégué 231/2013 selon lesquels les manquements d'une société de gestion de portefeuille sont imputables à ses dirigeants responsables. Ces dispositions ne prévoient pas de condition tenant à l'implication personnelle de ces dirigeants dans ces manquements. Les faits reprochés sont des manquements sur la documentation commerciale, ainsi que des lacunes sur la cartographie des risques, le dispositif de contrôle interne et de gestion des conflits d'intérêts.

Devoir de vigilance – Ordonnance de mise en état – (TJ de Paris 34eme chambre, 18 septembre 2025 RG 23/09018)

L'action est fondée sur la loi n°2017-399 du 27 mars 2017 qui a mis en place un devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre remplissant des conditions de seuil, codifié à l'article L225-102-1 du code de commerce, qui impose d'établir et de mettre en œuvre de manière effective un plan de vigilance. Ce plan doit comporter *les* mesures de vigilance raisonnable propres à identifier les risques et à prévenir les atteintes graves envers les droits humains et les libertés fondamentales, la santé et la sécurité des personnes ainsi que l'environnement, résultant des activités de la société et de celles des sociétés qu'elle contrôle au sens du II de l'article L233-16, directement ou indirectement, ainsi que des activités des sous-traitants ou fournisseurs avec lesquels est entretenue une relation commerciale établie, lorsque ces activités sont rattachées à cette relation. Condamnation sous astreinte de la société TOTALENERGIE à communiquer des documents avec exécution provisoire.

PFAS – condamnations historiques en Italie – mai et juin 2025

Condamnation de responsables des sociétés Miteni, Mitsubishi, International Chemical Investors (ICIG) poursuivis pour avoir contaminé l'eau potable de près de 350 000 personnes en Vénétie pendant plus de quarante ans ainsi que les sols environnants. Les peines les plus élevées, dix-sept ans de prison chacune, ont été prononcées contre deux cadres de l'entreprise Miteni, propriétaire de l'usine située dans la ville de Trissino, près de Vicence, dans le nord-est de l'Italie, qui produisait des PFAS depuis 1968. L'arrêt rendu par le tribunal de Vicence constitue un jalon inédit dans le contentieux environnemental européen. Pour la première fois, des dirigeants industriels ont été reconnus personnellement responsables d'un désastre environnemental ayant causé une pollution à très large échelle, durable et irréversible.

En mai 2025, un tribunal italien avait également établi qu'un ouvrier mort en 2014 d'un cancer qui avait travaillé pendant plus d'une décennie dans la même usine avait contracté sa maladie à cause d'une exposition prolongée aux PFAS. Une décision qui pourrait encourager les citoyens dans le sud de Lyon, où plusieurs procédures juridiques ont été lancées contre les industriels de la plateforme de Pierre-Bénite.